

VINGT ANS APRÈS LA FIN DE L'URSS :
LA RUSSIE ET SA QUÊTE D'UNE PLACE
DANS UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

Jacques Lévesque
Séance plénière IHEDN AR 19
Du 23 mars 2013

CINQ PHASES DANS LA QUÊTE DE LA RUSSIE
D'UNE PLACE DANS L'ORDRE INTERNATIONAL
POST-SOVIÉTIQUE

- 1) **1992 – 1993**
PRÉSIDENCE DE ELTSINE
- 2) **1994 -2001**
ELTSINE ET PREMIÈRE PRÉSIDENCE DE POUTINE (Jan. 2000)
- 3) **11 SEPTEMBRE 2001 – 2004**
PRÉSIDENCE DE POUTINE
- 4) **2005 – 2008**
POUTINE ET PRÉSIDENCE DE MEDVEDEV (MAI 2008)
- 5) **DE 2009 → →**
Medvedev ET SECONDE PRÉSIDENCE DE POUTINE (MAI 2012)

Vingt et un ans viennent de s'écouler depuis la désintégration URSS.

Comme vous le savez sans-doute, Poutine a déclaré il y a quelques années que cet événement avait été plus grande catastrophe géopolitique de l'histoire du XXème siècle.

Catastrophique ou pas, l'événement a dramatiquement changé la configuration de l'ordre international dans lequel nous vivons.

Depuis lors, le cours de la politique internationale de la nouvelle Russie peut se comprendre comme une recherche sinueuse de sa place dans l'ordre international post-soviétique.

Ce sera là sujet de mon exposé.

Je me concentrerai sur relations de la Russie avec États-Unis d'une part et la Chine d'autre part.

J'examinerai avec vous ce qu'on appelle le « partenariat stratégique » entre la Russie et la Chine, en fonction des ses relations avec les États-Unis et comme indicateur-clé de sa quête d'une place et d'un rôle dans le système international contemporain.

Comme on le verra, la vision du monde de la Russie est foncièrement américano-centrique. Ce n'est pas là seulement un vestige de la guerre froide. La géopolitique est l'approche dominante des relations internationales en Russie. Il y a une très longue tradition aussi bien russe que soviétique à cet égard.

Je distinguerai 5 phases dans la quête de la Russie de sa place dans système international.

Ces phases sont basées sur les hauts et les bas de ses relations avec les États-Unis et le monde euro-atlantique.

(Voir le tableau précédent)

Allons-y avec la première. Cette première période de la politique extérieure de la Russie est marquée par un idéalisme débridé, un radicalisme et un dogmatisme tout-à-fait typique des situations révolutionnaires. Mais aussi tout-à-fait typiques de la Russie.

Vous connaissez peut-être le vieux débat russe entre Slavophiles et Occidentalistes.

Dans ces termes-là, les politiques de Eltsine et de son premier entourage représentent le triomphe de l'Occidentalisme le plus radical de toute l'histoire de la Russie.

Leur objectif proclamé était de faire table rase non seulement de l'héritage de l'URSS mais tout autant de celui de la Russie traditionnelle. Pour ce qui est de la place de la nouvelle Russie dans le monde, le Ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev ne pouvait pas être plus clair. Il affirmait : « Notre premier objectif en matière de politique étrangère est de joindre les rangs du monde civilisé » Ce sont ses propres termes. Pour lui et les autres principaux dirigeants de cette période, la Russie n'avait jamais fait partie du « monde civilisé ».

Le « monde civilisé » signifiait pour eux, le monde euro-atlantique i.e. les États-Unis et l'Europe de l'Ouest et rien d'autre. Ni la Chine ni l'Inde, sans parler des autres, ne faisaient partie du « monde civilisé ».

En 1992-93 la politique extérieure de la Russie était entièrement et inconditionnellement alignée sur celle des É-U. Au Conseil de Sécurité de l'ONU, elle votait avec Washington des sanctions aussi bien contre l'Irak, allié traditionnel de l'URSS que contre la Serbie, un allié de l'époque pré-soviétique.

Pendant cette période le comportement de la Russie avec les nouveaux États indépendants issus de l'ancienne URSS, était remarquablement tolérant.

Les relations avec eux étaient officiellement définies comme seconde priorité et clairement subordonnés aux objectifs de la première. Kozyrev affirmait, et je cite : « le nationalisme russe agressif à l'endroit de nos voisins est une menace pour la place de la Russie dans le monde civilisé ». Il avait évidemment ici en tête la Serbie de Milosevic devenue un paria du monde occidental pour avoir remis en cause les frontières des autres États issus de l'éclatement de la Yougoslavie.

Il faut aussi noter que la tolérance à l'endroit des ex-républiques soviétiques trouvait une extension à l'intérieur même de la Russie. L'indépendance proclamée par la Tchétchénie en 1991 n'était, bien sûr, pas reconnue par Moscou mais néanmoins tolérée. L'utilisation de la force pour y mettre fin interviendra seulement trois ans plus tard.

Cette première phase de la politique extérieure a été courte. Elle ne pouvait durer bien longtemps. Elle reposait sur trop d'illusions.

Elt sine et son entourage de néophytes militants du néo-libéralisme étaient convaincus que la thérapie de choc provoquerait un chaos de quelques mois seulement, qui seraient suivis d'une relance rapide de l'économie du pays. Ils attendaient une aide économique massive des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest : un Plan Marshall qui soit à la hauteur du bouleversement de l'ordre international qui venait de sa produire...

Les désastres économiques et sociaux entraînés par la thérapie de choc ont amené la résurgence rapide du PC, la montée de divers mouvements nationalistes et l'aliénation d'une majorité des anciens partisans de Elt sine au Parlement qui était encore Soviet Suprême de Russie qui l'avait élu en 1990.

En sept ans, le PNB de la Russie a fondu de 50% par rapport à ce qu'il avait été à l'époque soviétique. Plus de la moitié de la population est passée sous le seuil de pauvreté. L'espérance de vie de hommes est tombée de 68 à 59 ans. Bref, un total désastre économique et social.

Après la suppression du Soviet Suprême par la force militaire à l'automne 1993, la phase d'alignement sur les politiques États-Unis terminée s'est terminée. Les occidentalistes radicaux furent éloignés des sommets du pouvoir où revinrent sur leurs positions. Dans le cas de plusieurs d'entre eux, on pourrait parler de « dégrisement ».

Commence alors la seconde phase va jusqu'aux événements du 11 septembre 2001. Il s'agit d'une phase assez inconsistante dans la recherche de la Russie de sa place dans affaires mondiales. L'aspiration à devenir un important partenaire des États-Unis et du monde euro-atlantique est toujours présente. Mais avec des récriminations et frustrations constantes concernant leur mépris pour les intérêts de la Russie.

Avec un cours politique plus nationaliste et le retour en force des considérations géopolitiques (totalement absentes dans la phase précédente) les anciennes Républiques soviétiques deviennent officiellement la première priorité de la politique extérieure. Le même Kozyrev, dégrisé ou reconverti, affirme alors que la présence militaire russe doit être maintenue partout dans l'ancien espace soviétique.

La Russie prit alors avantage des conflits inter-ethniques en Ukraine, en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Moldova, comme instruments de pression pour y obtenir des bases militaires permanentes. Cependant il faut

souligner que la Russie a continué à reconnaître les frontières héritées de l'URSS. Ce tabou a été respecté jusqu'à la guerre d'août 2008. (On verra pourquoi il a été alors transgressé).

À partir de 1994 commence la longue bataille de la Russie contre le premier élargissement de l'OTAN. Je dois souligner ici que l'élargissement de l'OTAN dans ses différentes étapes et projets a été le principal facteur **constant** de la dégradation des rapports entre la Russie et les États-Unis.

Dès le premier élargissement qui ne concernait que l'Europe de l'Est, le plus large consensus politique s'est fait en Russie à son encontre. Même les occidentalistes radicaux y furent opposés. Les raisons de cette opposition ont été différentes pour chaque courant politique.

1) Les communistes et nationalistes revanchistes y voyaient une continuation et un resserrement plus avancé de l'encerclement militaire de la Russie.

2) Pour les nationalistes modérés y voyaient surtout une volonté occidentale de fixer et de pérenniser statu quo géopolitique alors éminemment défavorable à la Russie, dans le but d'empêcher sa résurgence comme puissance importante en Europe.

3) Les occidentalistes radicaux voyaient que l'OTAN élargie allait devenir la principale organisation de sécurité collective en Europe dont la Russie serait exclue. Or, ces occidentalistes radicaux avaient démantelé l'URSS et détruit le communisme en Europe **précisément** pour que la Russie puisse être acceptée dans ses institutions. Ils s'estimaient en conséquence, bien mal récompensés de ce qu'ils avaient fait.

Au début de 1999 (dernière année de la présidence de Eltsine) les États-Unis et OTAN nouvellement élargie ont déclenché une guerre contre la Serbie pour l'expulser militairement du Kosovo.

Ceci a été vu à Moscou comme la réalisation des pires craintes autant des nationalistes que des occidentalistes à l'égard de l'élargissement de l'OTAN. Jusque-là, de par ses statuts, l'OTAN avait été une alliance strictement défensive. Or c'était elle qui prenait l'initiative du déclenchement des hostilités. Pire encore, pour éviter de devoir négocier avec la Russie, les termes et limites de son intervention, l'OTAN agissait sans l'autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU

Pour Moscou, cette guerre devait fatalement conduire au démembrement de la Serbie, alors même que la préservation de l'intégrité territoriale des États post-yougoslaves avait été la raison première mise au ban de la Serbie de la communauté internationale...

Passons maintenant relations avec Chine pendant cette période.

Durant premières années de cette période, les relations avec la Chine s'amélioraient progressivement sur la base d'une normalisation qui avait commencé sous Gorbatchev. Elles n'étaient pas encore fonction de ses relations avec les États-Unis.

Elles ont pris cette tournure seulement avec l'arrivée de Primakov en 1996 comme ministre des affaires étrangères. C'est alors qu'apparaît le terme « partenariat stratégique » pour les caractériser.

L'objectif déclaré de ce partenariat était de « développer un monde multipolaire et la formation d'un nouvel ordre international ». En termes clairs il fallait renforcer la multipolarité dans le monde pour résister et contrecarrer l'objectif des États-Unis de préserver l'ordre unipolaire qui avait résulté de la fin de l'URSS.

Le partenariat stratégique avec la Chine était jugé insuffisant pour équilibrer la puissance des États-Unis. Il fallait pour cela d'autres partenaires, l'Inde notamment, comme on le verra. L'Europe de l'Ouest était vue comme un partenaire possible, mais potentiel seulement.

Précisons bien que dans la perspective russe c'est sur ses marges seulement qu'il pouvait être possible de limiter l'hégémonie américaine.

Il faut souligner que dès le début et encore maintenant, la Russie et la Chine ont toujours évité de défier directement les États-Unis sur les enjeux les plus sensibles pour eux. À cet égard la Chine a toujours été plus prudente que la Russie en raison de la grande importance de ses relations économiques avec les États-Unis.

Une alliance formelle n'a jamais été envisagée entre eux. Pas seulement parce que chacune veut préserver sa liberté de manœuvre. C'est aussi pour éviter de prendre posture de défi ouvert ou de confrontation avec les États-Unis. Elles ont même toujours évité de dire explicitement que leur partenariat est dirigé contre les États-Unis, alors que c'est parfaitement clair pour tout le monde. Pour utiliser un terme de science politique nord-américain je dirais que c'est du « soft balancing » que la Russie entend pratiquer face aux États-Unis. En français, on pourrait dire « un rééquilibrage en douceur ». À cet effet la Chine a été le principal partenaire de la Russie.

Après l'avènement de Poutine en janvier 2001, le partenariat stratégique entre la Russie et la Chine a acquis davantage de substance.

Deux développements majeurs sont intervenus en 2001.

1) Le Traité de coopération et d'amitié conclu entre les deux pays, qui a permis le règlement final du contentieux frontalier qui avait été un enjeu majeur du conflit sino-soviétique. Le traité stipule que les deux parties « s'engagent à renforcer le rôle des Nations Unies comme **première** organisation internationale et à renforcer leur coopération au Conseil de Sécurité pour développer la multipolarité dans le monde » La Chine s'est opposée à l'élargissement de l'OTAN dès sa première phase.

2) Le second développement majeur a été l'institutionnalisation d'une nouvelle organisation internationale, l'Organisation de Coopération de Shanghai (ci-après : l'OCS) qui est devenue par la suite le principal cadre et principal instrument du partenariat. Outre la Russie et la Chine, l'OCS comprend le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan, soit les 5 États situés sur ce qui avait été la frontière sino-soviétique. Ces trois derniers États font partie de l'alliance militaire avec la Russie, soit le Traité de Sécurité Collective (TSC) de la CEI. L'Ouzbékistan a aussi rejoint l'OCS.

Un objectif central de l'OCS a été dès le début de tenir les États-Unis hors de l'Asie Centrale post-soviétique. La Chine reconnaissait la primauté des intérêts géopolitiques de la Russie dans tout l'espace post-soviétique.

Parmi les buts déclarés dans les documents fondateurs, on trouvait la lutte commune contre « les 3 fléaux » le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Ce dernier terme était un euphémisme pour désigner le fondamentalisme musulman. Les 3 fléaux s'appliquaient à la Tchétchénie. Dans la guerre qu'elle y menait, la Russie jouissait du total soutien de la Chine.

En retour la Russie dénonçait le séparatisme au Tibet, au Sinkiang et en ce qui concerne Taïwan. Moscou affirmait que la réunification de Taïwan à la Chine était une affaire intérieure chinoise qui ne concernait que Beijing.

En 2000-2001 le contenu économique du partenariat était encore relativement faible. Il n'y avait pas encore d'oléoduc joignant les deux pays. Le pétrole russe était exporté par train. Mais la Chine était déjà important acheteur d'armements russes sophistiqués. Navires de guerre, bombardiers, avions de combat etc. Ces ventes d'armes étaient importantes pour la Russie pour qu'elle puisse maintenir minimum de compétitivité internationale dans des secteurs de haute technologie, pour pouvoir ne pas être seulement un exportateur de matières premières. L'industrie militaire avait été le seul domaine de haute technologie dans lequel l'économie soviétique était compétitive à l'échelle internationale et elle avait énormément souffert des conséquences de la thérapie de choc. Les achats chinois contribuaient de façon importante à sa relance. La Chine devint le principal client étranger des entreprises militaires russes.

Passons maintenant à notre 3^{ème} phase. Elle débuta avec les spectaculaires et dramatiques événements du 11 septembre 2001 qui ont secoué le monde.

Ils ont entraîné un tournant totalement inattendu dans la politique extérieure de la Russie.

Poutine a vu dans les conséquences anticipées de ces événements, s'ouvrir une fenêtre d'opportunité pour rien de moins qu'une **refondation** de ses relations avec les États-Unis.

Poutine a facilité l'ouverture de bases pour les forces américaine en Kighizie, au Tadjikistan et en Ouzbékistan pour la guerre d'Afghanistan. Il l'a fait contre l'avis de tous ses proches conseillers, et ce, sans même consulter la Chine.

Cette décision peut se comprendre à divers égards. La guerre de Tchétchénie battait alors son plein. Poutine était littéralement **obsédé** par le « terrorisme international » basé sur le fondamentalisme musulman. Il y voyait la cause principale de l'incapacité de la Russie de gagner cette guerre.

Bien avant le 11 septembre il dénonçait d'un grand arc de subversion internationale qui s'étendait d'Est en Ouest, des Philippines (avec le groupe d'Abou Sayaf) à l'Aghanistan, en passant par la Tchétchénie, jusqu'au Kosovo. L'hostilité russe envers l'Afghanistan Talibans était alors beaucoup plus forte qu'à Washington. Non seulement l'Afghanistan entraînait et armait les rebelles tchéchènes. Il était le seul pays au monde à reconnaître l'indépendance de la Tchétchénie.

Ceci dit, le comportement de la Russie sur une série d'autres enjeux montre qu'elle attendait bien davantage que la destruction du régime des Talibans.

Avec les effets traumatiques du 11 septembre, Poutine a rapidement compris que la guerre au terrorisme allait devenir une fixation centrale de la politique extérieure de George W. Bush. Il était convaincu que sur cette base, une nouvelle relation solide et privilégiée pouvait et allait se construire entre la Russie et États-Unis.

L'importance du soutien russe à la guerre d'Afghanistan était façon de montrer que la Russie pouvait être un partenaire plus utile que l'OTAN sur enjeu crucial pour Washington. D'ailleurs l'OTAN n'était pas impliqué dans la phase initiale de la guerre d'Afghanistan.

Peu après le début de la guerre, la Russie a annoncé la fermeture des dernières installations militaires soviétiques qui restaient encore à Cuba et au Vietnam.

C'était une façon de démontrer que désormais la Russie et les États-Unis étaient dans le même camp...

Tout ceci a été très bien accueilli par l'Administration Bush. Mais contrairement aux attentes de Poutine, sa nouvelle politique ne mit pas fin à l'unilatéralisme américain au détriment des intérêts russes les plus clairement exprimés. **Au contraire même.**

Dans un discours prononcé à Varsovie Bush le 6 novembre 2001, il donna le feu vert final à l'admission des trois républiques baltes à l'OTAN.

Un mois plus tard, le 13 décembre Washington annonçait son retrait unilatéral du Traité ABM (sur les armes anti-missiles) qui avait été la pierre de touche de la parité nucléaire. La Russie (comme la Chine) exigeait depuis 2 ans son maintien. Même plusieurs gouvernements d'Europe de l'Ouest le demandaient.

Les réactions russes à ces deux revers majeurs ont d'une étonnante retenue. Poutine se contenta de déclarer qu'il s'agissait de décisions « regrettables ».

La coopération russe avec les États-Unis a continué comme si de rien n'était. Pendant deux ans Poutine minimisa l'importance des irritants, comme s'il s'agissait des dernières séquelles d'un passé révolu.

Dirigeants chinois étaient évidemment mécontents de ne pas avoir été consultés et le firent savoir discrètement. Malgré cela le partenariat stratégique n'a pas été sévèrement endommagé. Coopération économique se poursuit et l'OCS continua de fonctionner.

Cependant la dimension géopolitique du partenariat perdait beaucoup de sa signification. Le partenariat continuait, mais sa composante stratégique diminuait.

La capacité de Poutine d'encaisser revers ne pouvait pas durer indéfiniment.

La situation économique de la Russie n'était plus dramatique comme auparavant. Au contraire. Grâce notamment à la hausse des prix du pétrole et de la reprise en main par l'État du secteur énergétique, la Russie avait rattrapé et dépassé le PNB de l'époque soviétique, avait payé ses dettes et connaissait même des surplus budgétaires.

La « lune de miel » entre la Russie et les États-Unis commença à s'éroder en 2003, **mais lentement.**

Par exemple, la Russie s'opposa à la guerre d'Irak en 2003, mais au Conseil de Sécurité de l'ONU, elle laissa la France et l'Allemagne en première ligne d'opposition. Ce n'est qu'après que la France eut annoncé qu'elle opposerait son veto à une résolution visant à autoriser l'utilisation de la force par les États-Unis, qu'elle ferait de même.

Après la « révolution des roses » en Géorgie en décembre 2003, les réactions russes furent modérées malgré le soutien ouvert des USA au mouvement dirigé par Saakashvili. **Cependant** un point tournant fut atteint en décembre 2004 avec la révolution « Orange » en Ukraine le plus grand et le plus important des États post-soviétiques après la Russie.

Poutine connaissait bien les causes internes des manifestations de masse : la corruption du régime, et le mécontentement populaire. Mais avec son background professionnel au KGB, il a été convaincu que l'énorme soutien médiatique et gouvernemental américain et occidental et le soutien financier (limité) d'organisations

américaines paragonnées aux groupes contestataires ukrainiens avaient fait pencher la balance de leur côté et joué ainsi un rôle **ultimement** décisif dans la tournure des événements. Il n'était probablement pas loin de penser (comme d'autres en Russie) que les dites révolutions de couleurs avaient été largement orchestrées par Washington.

Le plein soutien de Bush pour une admission rapide de la Géorgie et de l'Ukraine à OTAN, l'ont convaincu que les États-Unis étaient engagés dans une vaste offensive pour détruire l'influence de la Russie dans la sphère de ses intérêts les plus « légitimes » (pour utiliser le terme officiel russe).

Commence alors la 4^{ème} phase de la quête de la Russie de la posture internationale la plus adéquate pour la défense de ses intérêts. Elle se caractérise par un nouvel et plein élan du partenariat stratégique avec la Chine. Cette 4^{ème} phase est la pire de la courte histoire des relations entre la Russie et les États-Unis. Tellement mauvaises que plusieurs livres ont alors été écrits sur la « nouvelle guerre froide ».

L'objectif de la multipolarité fut poursuivi dans plusieurs directions, et pas seulement avec Chine.

À plusieurs égards l'année 2005 peut être vue comme une étape décisive dans la consolidation du partenariat avec la Chine.

En août 2005 grandes manoeuvres militaires conjointes entre la Chine et la Russie ont été tenues sous l'égide de l'OCS

À cause de leur dimension et caractère sans précédent, les deux pays les ont présentées comme ouvrant une nouvelle ère dans leurs relations. Elles ont impliqué plus de 10,000 militaires, des navires guerre de toute sorte, des sous-marins et avions de combat. Des manoeuvres similaires ont continué tous les deux ans dans divers pays de l'OCS. En 2007 elles ont impliqué directement tous les États d'Asie centrale de l'OCS qui sont aussi membres de l'alliance militaire avec la Russie, le TSC.

Des observateurs occidentaux ont affirmé que l'OCS était en train de devenir une OTAN de l'Est. La comparaison est très exagérée, (tout comme l'évocation d'une nouvelle guerre froide). Le jeu est beaucoup plus ouvert. Encore une fois les deux partenaires savent qu'ils ne peuvent soutenir une véritable compétition militaire avec les États-Unis.

Ils pouvaient cependant les défier sur des enjeux spécifiques. C'est ce qui est arrivé au sommet de l'OCS de juillet 2005. À l'unanimité, ses membres ont demandé la fixation d'une date de fermeture des bases américaines en Asie centrale. L'Ouzbékistan a fermé la sienne. En Kirghizie, le Président Bakiyev l'a demandé, pour finalement la prolonger et Moscou lui en fait plus tard payer un prix élevé.

Au même sommet l'OCS, trois États obtinrent le statut d'observateur. L'Iran notamment. Dans la perspective russe le plus important fut l'Inde. Depuis Primakov l'Inde était un partenaire majeur de la Russie qui la voyait comme un facteur croissant de multipolarité dans l'ordre international.

Un objectif important de Moscou a été d'amener l'Inde, la Chine et la Russie à travailler ensemble pour limiter l'hégémonie et les marges de manoeuvre des États-Unis. La tâche n'est pas facile avec la rivalité traditionnelle entre l'Inde et la Chine. Mais la Russie a réussi à améliorer leurs relations. Elle a réussi à institutionnaliser des rencontres trilatérales annuelles de coordination de politique extérieure des ministres des affaires étrangères des trois pays. Dans les documents officiels russes, on parle de la « troïka » qualifier le tandem.

En matière économique 2005 a vu une augmentation de 38% échanges entre la Russie et la Chine. Ces échanges n'ont cessé de croître. En 2010 la Chine est devenue 1^{er} partenaire commercial de la Russie, surpassant en cela l'Allemagne (mais non pas l'Union Européenne prise comme un ensemble.)

Depuis le début du partenariat, beaucoup d'observateurs occidentaux et russes ont souligné un large éventail de problèmes et de questions susceptibles de miner sa viabilité.

La plupart relèvent de ces problèmes relèvent de très importantes asymétries existant entre les deux pays.

Voyons brièvement ce qui en est. La première et la plus évidente source d'inquiétude tient à l'énorme écart de population entre les deux pays. Cet écart est aggravé par deux facteurs qui se renforcent l'un l'autre.

Le premier tient à la diminution constante et de la population de la Russie, en chiffres absolus, depuis la fin de l'URSS. Le second tient à une chute plus encore de la population russe dans les régions proches de la de la Chine. Le problème concerne en fait l'ensemble de la Sibérie où on assiste à une émigration de la population russe vers les régions européennes de la Russie.

Scénarios très alarmistes ont été dessinés, concernant l'immigration illégale de Chinois dans les régions frontalières.

En 2000 la presse russe fait état de 2 millions de Chinois illégaux qui auraient alors représenté le tiers de la population locale. On faisait valoir que leur augmentation constante de même que celle du commerce transfrontalier tant légal qu'illégal, on s'en allait vers annexion de facto de ces régions sans que la Chine n'ait même besoin de remettre en cause les frontières sino-russes comme Mao l'avait fait dans les années 1960.

Il s'est avéré cependant que ces phobies étaient totalement sans fondements. En 2004 chiffres officiels ont établi qu'il n'y avait pas plus que 250,000 Chinois (légaux et illégaux) dans toute la Russie. De plus, en 2010, il y avait plus d'investissements japonais et sud-coréens dans les régions proches de la Chine.

Il n'est pas nécessaire d'insister aussi sur l'énorme asymétrie dans la taille et la croissance de l'économie des deux pays.

La présence économique croissante de la Chine en Asie centrale est certainement troublante pour Moscou, compte tenu de sa volonté de maintenir l'ancien espace soviétique comme sphère d'influence première. En 2009, le volume total des échanges commerciaux de la Chine avec l'Asie centrale prise comme ensemble, a dépassé pour la première fois ceux de la Russie. (Cette dernière a repris les devants en 2011)

Il y a une raison-clé pour laquelle la Russie s'accommode de cette compétition.

Jusqu'ici, très habilement la Chine a respecté la primauté des intérêts géopolitiques de la Russie dans la région. Contrairement aux États-Unis, elle reconnaît le Traité de Sécurité collective dirigé par la Russie et elle et traite directement avec cette alliance. Jamais cherché à en détacher un ou l'autre de ses membres. Elle n'a pas davantage cherché à obtenir des bases militaires dans la région.

Au regard de tout ce qui a été dit et écrit (aux États-Unis en particulier) sur la fragilité et le caractère éphémère du partenariat ; ce qui frappe c'est sa résilience.

Un sommet dans les mauvaises relations Russie-États-Unis a été atteint quelques mois avant l'élection d'Obama, avec la guerre d'août 2008 entre la Géorgie et la Russie. Là-dessus, tant les actions de la Géorgie que celles de la Russie sont directement reliées à deux événements.

1) La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par Washington et plusieurs de ses alliés, sans l'accord et en violation de résolutions antérieures du Conseil de Sécurité de l'ONU, sur l'intégrité territoriale de la Serbie. (Un veto russe était anticipé.)

2) La promesse formelle d'appartenance à l'OTAN faite à la Géorgie et à l'Ukraine par les chefs d'État de l'alliance en mai 2008 à l'insistance de George W. Bush

Depuis 2006, à diverses reprises, Poutine avait déclaré que la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, pourrait entraîner la reconnaissance par la Russie de celle des deux États sécessionnistes de la Géorgie.

La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo en février 2008 n'eut pas de suite immédiate.

C'est le second événement qui précipita les choses.

Immédiatement après le sommet de l'OTAN, sans reconnaître formellement leur indépendance Poutine envoya une directive autorisant les ministères russes à établir des relations directes avec les ministères correspondants d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. On pourrait dire après-coup que ce fut là une provocation réussie.

Trois mois après, Saakashvili qui surestimait sa relation avec Bush (dont le mandat se terminerait quelques mois) et le soutien qu'il en escomptait fit preuve d'un aventurisme extraordinaire et joua son va-tout en lançant une opération de reconquête de l'Ossétie du Sud.

Le résultat de la guerre qui en a résulté a démontré que les États-Unis et l'OTAN avaient atteint les limites du sur-engagement. Les guerres d'Afghanistan et d'Irak battaient alors leur plein.

Washington et l'OTAN ne purent faire grand chose pour secourir un pays à qui on venait de promettre officiellement l'appartenance à l'OTAN.

L'événement a sonné fin de l'élargissement de l'OTAN, peut-être définitivement....

Ce fut un succès géopolitique (plus que militaire) pour la Russie qui a stimulé l'auto-confiance de ses dirigeants et facilité leur exploration d'un nouveau modus vivendi avec Washington après l'arrivée d'Obama.

Passons maintenant à notre cinquième et dernière phase. Elle se caractérise précisément par cette recherche d'un modus vivendi, **mais en même temps** qu'un renforcement du partenariat stratégique avec la Chine.

Un mois après l'investiture d'Obama, le Vice-président Biden affirmait qu'il fallait « to press the reset button » dans les relations avec la Russie. Le « reset » devint par la suite le mot clé caractérisant les relations russo-américaines durant les 4 années suivantes. Jusqu'en 2012 ces relations ont effectivement connu une amélioration significative.

On peut parler de quatre résultats majeurs que j'évoque ici très rapidement.

1) Le nouveau START sur la réduction des armements nucléaires stratégiques. Les plafonds prévus sont bas : ce qui est avantageux pour la Russie qui n'a pas les moyens de maintenir les niveaux élevés précédents. Le traité maintient le dernier vestige de parité nucléaire entre les deux pays ; ce qui est symboliquement très important

pour la Russie. Mais ce vestige est rendu précaire par les projets de défense antimissiles des États-Unis avec lesquels la Russie ne peut compétitionner.

2) L'a mise en route d'une longue négociation pour une défense anti-missiles commune en Europe. Cette négociation s'est cependant échouée mais pourrait reprendre

3) L'acceptation par la Russie et la Chine de nouvelles sanctions contre l'Iran au Conseil de Sécurité de l'ONU, après une longue opposition de leur part.

4) Un soutien très substantiel de la Russie à l'effort de guerre des USA et de l'OTAN en Afghanistan, de concert cette fois avec la Chine. Mais ce n'est pas là une véritable concession russe. Jusqu'en 2010, les dirigeants russes étaient plutôt contents d'assister à un enlisement des États-Unis dans cette guerre qui limitait leur marge de manœuvre sur la scène internationale. La perspective a changé complètement après qu'Obama se fut engagé à mettre fin aux opérations militaires au plus tard en 2014 ; ce qui laisse planer l'éventualité d'un retour au pouvoir des Taliban.

L'amélioration des relations avec les États-Unis, de même que le profil sensiblement plus libéral de Medvedev aussi bien en politique intérieure qu'extérieure a conduit plusieurs analystes et observateurs russes à croire que le temps était venu pour une reconsidération de la valeur du partenariat avec la Chine.

Le questionnement sur les mérites du partenariat avec la Chine n'était pas nouveau.

Cette fois cependant, il a impliqué davantage de membres de l'« Establishment ». Les mises en garde traditionnelles ont été amplifiées en les basant sur des projections statistiques récentes. On a souligné qu'en 2010 le PNB de la Chine était passé à 5 fois celui de la Russie, pendant que la Chine avait dépassé le Japon comme 2^{ème} économie nationale dans le monde et qu'on s'attendait à ce qu'elle surpasse les États-Unis en 2025.

Plusieurs analystes soutenaient qu'avec le déclin relatif observable de l'hégémonie américaine dans le monde, la multipolarité était un fait accompli. Ils affirmaient que le meilleur moyen de la préserver était désormais d'aller du côté des USA pour contrebalancer la puissance montante de la Chine.

Même si Medvedev était le dirigeant préféré d'Obama et autres dirigeants occidentaux, il n'a pas négligé pour autant la Chine. Au contraire.

En juin 2009 un nouveau regroupement international a été officiellement lancé à Saint-Petersbourg. Son nom est le BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Le BRIC peut être vu extension de la « troïka » et comme un succès pour la diplomatie russe. Le BRIC veut être le regroupement des plus importants pays émergents dans le monde. Il représente 40% de la population mondiale et prend une part croissante de la production mondiale. Pour lui donner une dimension qui s'étende sur quatre continents, on y a ajouté, un an plus tard un 5^{ème} membre, l'Afrique du Sud... et l'Acronyme est devenu BRICS.

Le but du BRICS est utiliser l'influence collective de ses membres pour reconfigurer l'ordre international changeant. Rien de moins. Son premier objectif est la réforme des institutions financières globales jugées trop favorables aux États-Unis et à l'Europe Occidentale. Le BRICS insiste sur la primauté du G-20 (où ses membres sont tous présents), plutôt que sur celle du G-8, comme forum de gouvernance économique mondiale.

À un moindre degré, s'adresse aussi à des enjeux politiques internationaux comme l'Iran et la Syrie.

Évidemment, l'efficacité du BRICS face à ses objectifs est loin d'être établie. Étant donné la grande diversité des intérêts de ses membres, la cohésion politique du groupe est faible. Elle est plus virtuelle qu'actuelle. Mais le BRICS est pertinent pour mon sujet comme indicateur de la persistance de l'objectif russe de contrebalancer l'hégémonie américaine pendant la période dont je parle.

Les regroupements internationaux promus par la Russie à cette fin peuvent se voir construction ou une maison quatre étages correspondants à chacun des quatre regroupements. Si on range chacun de ceux-ci en fonction décroissante de leur degré de cohésion politique sur les enjeux internationaux, on trouve : 1) au rez-de-chaussée ou premier plancher, le Partenariat Chine-Russie 2) au second, l'Organisation de Coopération Shanghai 3) au troisième la « Troïka » Russie, Chine et Inde 4) et au quatrième, le BRICS.

Dans la perspective russe la base (ou le noyau le plus dur) de la construction est le partenariat avec la Chine. D'ailleurs dans leurs déclarations officielles la Russie et la Chine se sont souvent engagées coordonner leurs positions dans les autres regroupements.

Pendant que Medvedev poursuivait le « reset » avec les États-Unis avec optimisme, Poutine gardait là-dessus un « profil bas ». Il aurait pu l'arrêter s'il l'avait voulu. Il était certainement en faveur de sa poursuite aussi loin que possible. Mais avec son expérience précédente il était plus sceptique que Medvedev sur les chances que cela puisse se faire aux conditions russes. Il n'était donc pas prêt à mettre le partenariat avec la Chine en veilleuse pour explorer le « reset ».

En février 2012 pendant la campagne électorale pour son retour à la Présidence, Poutine a publié un long article sur les enjeux de politique internationale. Il y a défendu avec force le partenariat stratégique avec la Chine, un peu comme s'il répondait directement aux réticences invoquées en Russie contre celui-ci. Son propos mérite une longue citation.

« Premièrement, je suis convaincu que la croissance économique de la Chine n'est en aucune façon un danger, mai au contraire un défi qui est porteur d'un potentiel colossal de coopération qui nous donne la chance d'attraper le vent qui vient de Chine dans les voiles de notre économie. Deuxièmement, la conduite de la Chine sur la scène internationale ne donne aucune raison de parler d'aspiration de sa part à la domination. La voix de la Chine dans le monde est en effet croissante et plus confiante et nous nous en réjouissons parce que Beijing partage notre vision d'un ordre international émergent, plus équitable. » On ne pouvait être plus clair.

Peu après sa réélection à la Présidence au printemps dernier, Poutine a fait à Obama une rebuffade surprenante et sans précédent. Il ne s'est pas rendu au sommet du G-8, présidé par Obama à Camp David en mai. Il s'y est fait représenter par son premier ministre Medvedev. C'était la première fois dans tout l'histoire du G-7, G-8 que le chef d'un des États-membres ne s'y rendait pas.

Pour Poutine, c'était une façon de souligner que la Russie accorde une plus grande importance au G-20, où il s'est rendu en juin au Mexique. C'est lui qui occupera la présidence du G-20 en 2013 qui aura lieu en Russie.

Peu avant de rencontrer Obama au G-20 au Mexique. Poutine a fait visite officielle en Chine. Il a pris avantage du mécontentement de Beijing face au tout récent redéploiement de forces américaines du Moyen-Orient vers l'Asie. Hu Jin- tao et Poutine ont annoncé le renforcement de leur partenariat notamment dans le domaine de la coopération militaire.

Peu avant, dans ce qui est sans doute un écart de langage, Poutine a parlé de la Chine comme « allié stratégique ». C'était la première fois que le terme « allié » était utilisé. Il est certainement abusif.

C'est là où nous en sommes. Du côté des États-Unis, rien de vraiment nouveau ne s'est passé depuis le début du second mandat d'Obama. On verra.

Que dire en guise de brève conclusion ?

En regardant la recherche par la Russie de sa place et de son rôle dans le système international, dans une perspective de 20 ans, on peut dire sans se tromper que sa préférence première aurait été d'être aux côtés des États-Unis et des puissances occidentales. C'est ce qui ressort clairement des phases 1 et 2 esquissées précédemment.

Pendant une bonne moitié ou plus de la seconde, cet objectif a été poursuivi avec des frustrations croissantes. On pourrait dire ainsi, qu'il a été présent pendant 10 ans sur 20. Même la 5^{ème} phase pourrait être vue comme une prudente reprise de cet objectif.

Dans une telle perspective, le partenariat stratégique avec la Chine pourrait être vu comme une position de repli.

Comme nous avons vu, ce partenariat stratégique a été beaucoup plus durable que la majorité des observateurs occidentaux le prédisaient. Cela ne veut pas dire qu'il va nécessairement continuer à gagner en intensité. **Même dans l'état actuel des choses, il n'empêche en rien une amélioration considérable et durable des relations de la Russie avec les États-Unis et l'Europe.** C'est une option ouverte pour Moscou. Toutefois, dans ses négociations avec eux, la Russie est devenue un partenaire coriace et exigeant. Il n'en a pas toujours été ainsi et des nombreuses opportunités ont été perdues.

Pour qu'une amélioration importante et durable puisse survenir, au moins quelques une des conditions de la Russie devront être satisfaites.

Jacques Lévesque

Département de Science Politique

Université du Québec à Montréal